

HAMELIN, Marcel, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*. Cahiers d'histoire de l'Université Laval, no 19. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974. 386 p. \$12.50.

Paul-André Linteau

Volume 29, Number 2, septembre 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303453ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303453ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Linteau, P.-A. (1975). Review of [HAMELIN, Marcel, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*. Cahiers d'histoire de l'Université Laval, no 19. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974. 386 p. \$12.50.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29(2), 281–283.
<https://doi.org/10.7202/303453ar>

HAMELIN, Marcel, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)*. Cahiers d'histoire de l'Université Laval, no 19. Québec, Presses de l'Université Laval, 1974. 386 p. \$12.50.

Ouvrage remarquable que celui de Marcel Hamelin ! Entreprendre une histoire politique dans les premières années du régime confédératif n'était pas une mince tâche. Jusqu'ici la place était occupée par la chronique de Robert Rumilly. Si tous mettaient en lumière les lacunes de l'œuvre du prolifique historien, bien peu tentaient de reprendre la tâche derrière lui. Marcel Hamelin a relevé ce défi avec succès. Tout en améliorant notre connaissance des faits, il apporte à l'histoire politique du Québec une pensée

organisatrice et une volonté de dépasser l'énumération d'événements pour tenter de dégager les phénomènes structurels et les mécanismes du pouvoir.

L'ouvrage s'appuie sur une source majeure, les débats parlementaires, qu'avec l'aide d'une équipe Marcel Hamelin a préalablement reconstitués. Ceci lui permet d'identifier les grands thèmes qui ont retenu l'attention des députés québécois pendant les trois premières législatures. Un danger guette ce genre d'étude: celui de considérer le parlement comme représentatif de la société qui l'a élu. L'auteur n'a pas de telles prétentions et ne cherche pas à étendre indûment ses conclusions. De plus, il prend soin de compléter son information par un recours aux sources extra-parlementaires ce qui lui permet comme dans le cas des chemins de fer, de situer le contexte général dans lequel s'insèrent les débats.

Le plan de l'ouvrage est simple. L'auteur aborde successivement les trois législatures, consacrant deux ou trois chapitres à chacune d'elles. Il y traite de la composition du personnel politique, de la formation et de l'évolution des cabinets, puis il examine les grands sujets qui ont polarisé les débats. L'ouvrage se termine par deux chapitres portant sur l'ensemble de la période et consacrés à l'Assemblée législative comme institution.

La première législature (1867-1871) voit l'Assemblée aux prises avec ce que Marcel Hamelin appelle "le legs du Canada-Uni". Il faut mettre en place des structures administratives poursuivant l'œuvre des précédentes, régler la question scolaire et surtout débattre l'épineuse question du partage de la dette. Mais le grand thème qui retient l'attention des députés est celui de l'émigration aux États-Unis. Les élus mettent l'accent sur quatre grandes solutions économiques: stimuler l'industrialisation, améliorer les conditions de l'agriculture, faciliter l'essor de la colonisation et surtout favoriser la construction ferroviaire. Marcel Hamelin nous livre, sur les chemins de fer, des pages passionnantes à lire, situant chacun des projets dans son contexte régional, exposant les pressions économiques et politiques auxquelles ils donnent lieu. Les chemins de fer québécois du 19^e siècle constituent l'exemple le plus net des relations étroites entre pouvoir politique et pouvoir économique.

La seconde législature (1871-1875) est marquée par des dissensions au sein du parti conservateur qui voient leur couronnement avec le scandale des tanneries. Les débats sur l'avenir économique du Québec occupent la scène. Les questions d'émigration et de colonisation sont reléguées dans l'ombre au profit de l'immigration et de la politique forestière. Mais ce sont surtout les chemins de fer qui prennent la part du lion dans les préoccupations des députés.

Pendant la troisième législature (1875-1878) la menace que constitue un parti libéral en ascension aiguillonne les conservateurs et amène une accalmie dans la lutte entre ultramontains et modérés. Hamelin avance d'ailleurs une nouvelle interprétation à propos du cabinet De Boucherville: il affirme que cette équipe représente surtout l'aile modérée, les ultramontains étant encore tenus à l'écart. La réputation ultramontaine du premier ministre

serait surfaite et l'auteur dit de lui: "il est probablement un homme politique beaucoup plus opportuniste et retors qu'on a bien voulu le croire". Pendant ces trois ans les chemins de fer restent encore au cœur des débats. La crise économique affecte les entreprises ferroviaires et met en panne la plupart des projets de construction. Elle affecte aussi les revenus du gouvernement provenant de la coupe forestière. Des tiraillements, des luttes d'intérêt se produisent en vue du partage d'un gâteau qui s'amenuise. Cette situation de crise crée un contexte qui favorisera le renversement du gouvernement.

L'auteur n'a pas su imprimer à ses deux derniers chapitres le style vivant qui caractérise les précédents. Tout au moins nous offre-t-il une présentation sobre du fonctionnement de cette institution qu'est l'assemblée, des réformes électorales et des problèmes d'indépendance des députés.

Malgré ses qualités, l'ouvrage de Hamelin appelle deux réserves. La première concerne la fonction publique. En 1869 Hamelin n'y relève que 92 employés à plein temps, résidant pour la plupart à Québec. Cela est difficile à croire. Dans ce cas, comment fonctionnent les nombreux palais de justice et bureaux d'enregistrement répartis sur le territoire québécois? Et les agences des terres? Qui s'occupe de l'entretien et des réparations? La réponse est que les personnes appelées "fonctionnaires" ne représentent manifestement qu'une minorité de celles qui travaillent pour l'Etat, les autres ayant un statut distinct. Il est regrettable que l'auteur ait été aussi obscur sur ce point et ne nous ait donné qu'un aperçu rapide des structures administratives de l'Etat.

D'autre part, la relation entre l'Assemblée et les structures politiques locales n'a été qu'effleurée, en particulier à propos de la lutte au sujet du financement du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et occidental. Cette époque est pourtant celle de l'adoption du Code municipal et de la loi des cités et villes qui déterminent des structures d'administration locale qui resteront, pour l'essentiel, inchangées jusqu'à nos jours. Quelques pages sur ce sujet auraient été fort utiles.

La conclusion qui se dégage du livre de Hamelin est triple. Il remet en cause l'interprétation formulée par son frère Jean il y a quelques années en montrant que l'Assemblée législative du Québec est, aux premières années de la Confédération, beaucoup plus qu'un grand conseil municipal. De plus il affirme que les questions de nature économique, les problèmes de développement, d'investissement et de peuplement, occupent la part du lion dans les débats. Enfin, il montre que les groupes financiers — en particulier ceux des chemins de fer — ont eu une influence prépondérante sur les politiques de l'Etat, une influence certainement plus directe que celle du clergé. La collusion entre pouvoir politique et pouvoir économique est évidente à chaque chapitre du volume.

Cette conclusion a été, à mon avis, brillamment démontrée par l'auteur et elle devrait entraîner l'adhésion de ses collègues historiens.

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

PAUL-ANDRÉ LINTEAU